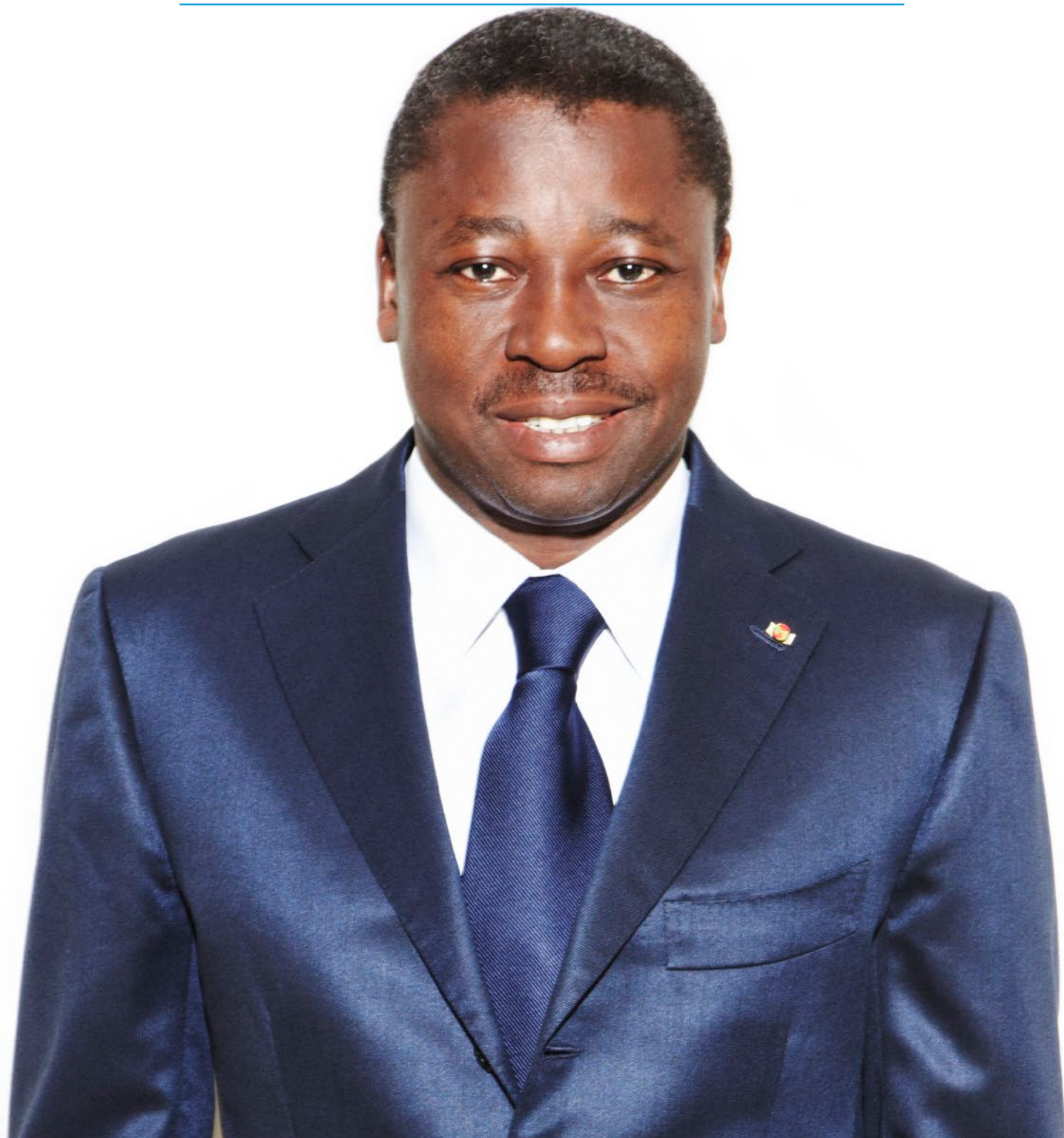


ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE 25 AVRIL 2015



Pour l'unité, pour le progrès, pour le Togo, je vote

FAURE





Chers Citoyens, Chers Compatriotes,

Ce 25 avril 2015, notre pays sera appelé à élire la personnalité la plus apte à diriger le pays. A confier un mandat de 5 ans à un responsable politique qui aura en charge l'avenir de la Nation.

Je dois à votre confiance d'exercer ce mandat depuis 2005.

Je me présente à nouveau devant vous avec la certitude de mieux vous connaître et la conviction que nous avons encore beaucoup à faire ensemble pour veiller à l'unité du Togo et à atteindre un niveau de prospérité digne pour tous.

Ce choix est désormais le vôtre, car depuis 10 ans nous œuvrons à la démocratisation et à la réconciliation du pays. Notre Patrie a retrouvé sérénité et apaisement.

Nous avons aussi mis le pays sur le chemin de la croissance et du développement grâce à nos politiques. Les grands travaux de construction et de réhabilitation de routes, port, aéroport, en sont l'illustration.

Ceci n'est qu'une étape du chemin vers plus de prospérité, je le sais.

Nous sommes à un point décisif des réformes que j'ai initiées. Je m'engage maintenant à les accélérer, élargir et approfondir pour accroître la croissance et veiller à ce que chacun de vous bénéficie de ses fruits. Particulièrement en matière de santé, d'éducation et d'emploi.

Ensemble, nous allons y arriver

Voici le pacte que je vous propose



PRIORITÉ À LA SANTÉ

Je poursuivrai la modernisation et l'extension de notre système de santé. Je m'engage à le mettre à la portée de tous les Togolais, parce que la santé est un droit. Nous pouvons constater des avancées majeures, comme l'espérance de vie, passée de 59,3 ans en 2000 à 64 ans en 2013. Mais nous irons encore plus loin. Le système de santé togolais sera de qualité ; le développement de notre pays l'exige.

J'insisterai sur une meilleure formation du personnel médical et ferai réhabiliter les centres médicaux existants. Nous ouvrirons des unités mobiles de santé dans toutes les préfectures du pays.

L'assurance maladie pour les fonctionnaires a été mise en place avec succès. Nous pouvons l'étendre au secteur privé et aux professions indépendantes du secteur formel.

Aujourd'hui, les soins médicaux sont gratuits pour les femmes enceintes et les enfants de moins de 5 ans atteints de paludisme. L'État subventionne les frais de césarienne à 90%.

Je veux instaurer à court terme la prise en charge totale des soins de santé maternels, néo-natals et infantiles pour les populations rurales et les plus démunis.

90% de la population doit avoir accès à des soins de santé communautaire de proximité d'ici 2020. Cela est possible, en formant mieux nos agents de santé communautaire et en déployant un personnel médical itinérant qui viendra les aider et les former.

Je poursuivrai le développement et le renforcement des infrastructures et équipements de santé à l'instar de la construction de l'hôpital ultramoderne que j'ai inauguré à Mango en février 2015.

Enfin, la disponibilité des médicaments à des prix accessibles sera assurée par le développement de nouvelles unités pharmaceutiques. Je prendrai les dispositions nécessaires pour éradiquer le marché des médicaments contrefaits. J'intensifierai les efforts entrepris par les douanes togolaises et augmenterai nos moyens de contrôle et de sanctions. Plus aucun médicament contrefait ne doit être disponible dans notre pays.



PRIORITÉ À L'ÉDUCATION

Je consacrerai encore plus d'efforts à l'enseignement primaire et secondaire. Ce sont les pierres angulaires de notre système éducatif, et nous allons commencer par la réhabilitation et la construction d'établissements éducatifs dotés de cantines scolaires dans les régions les plus vulnérables. Aucun enfant ne devrait faire plus de deux kilomètres pour s'instruire, c'est pour cela que nous allons rapprocher le lieu d'apprentissage du domicile de nos élèves.

Je mettrai l'accent sur l'enseignement supérieur, avec une meilleure adéquation des cursus universitaires aux besoins du marché de l'emploi. Je veux faire des universités de Lomé et de Kara des centres d'excellence, où les étudiants disposent d'outils modernes d'accès à la connaissance. Chaque région doit être dotée d'une structure d'enseignement supérieur.

En matière d'éducation, il faut renforcer le système d'enseignement de base avec un accent particulier sur la qualité de l'enseignement comme levier d'amélioration des résultats et de la participation des élèves.

Pour cela, nos chefs d'établissement et enseignants doivent devenir les acteurs du changement. Nous allons les accompagner dans la mise en œuvre de cette transformation en introduisant des mesures de performances et un système de classement des écoles afin de pouvoir cibler l'aide du gouvernement et accorder des primes de performance.

Nous allons également moderniser l'enseignement technique et impliquer les entreprises dans la définition des curricula pour améliorer l'adéquation entre la formation, les profils des demandeurs d'emploi et les besoins des entreprises.

Pour ce faire, nous devons étendre à l'ensemble des lycées d'enseignement technique l'utilisation des nouvelles technologies. Ainsi, nous avons entrepris la modernisation de l'enseignement par la création d'environnements numériques de travail dans les lycées techniques.

Au plus tard en 2016, tous les lycées publics de Lomé seront connectés à l'Internet haut-débit. Nous prévoyons aussi de mettre à la disposition des enseignants et des élèves des ressources pédagogiques en ligne auxquelles chacun pourra accéder selon son besoin et où qu'il se trouve.



SOUTIEN À CEUX QUI TRAVAILLENT LA TERRE

Je veux renforcer l'agriculture comme pilier de croissance.

Maintenant que la sécurité alimentaire est assurée dans notre pays, avec l'augmentation des principales productions vivrières comme le manioc, l'igname et le maïs, je vais créer une banque de développement agricole qui financera les petits et grands projets agricoles dans toutes les zones rurales du Togo.

Je moderniserai l'intégralité du secteur agricole et insisterai sur la mécanisation des infrastructures villageoises. L'on augmentera le nombre de tracteurs, retenues d'eau et systèmes d'irrigation qui permettront d'améliorer la productivité des organisations paysannes. Nous allons aider nos paysans à offrir des produits et services de qualité.

Je mettrai en place un dispositif qui permettra à nos agriculteurs et éleveurs de mieux s'organiser en se regroupant en coopérative pour maîtriser la chaîne logistique, du transport des récoltes jusqu'à la commercialisation dans les marchés urbains et à l'exportation. La mutualisation est capitale pour améliorer la productivité et offrir aux exploitants des revenus justes et équitables.

Ces aides technologiques, logistiques et financières, sont un enjeu majeur, elles permettront d'augmenter les revenus et les opportunités d'emplois agricoles.

L'Etat a pris toute la mesure des enjeux qui animent le secteur agricole en y consacrant près de 10% des dépenses budgétaires annuelles et en s'y impliquant de manière très active.

Pour accélérer le développement du secteur, nous allons :

- **relancer des cultures industrielles en étendant les surfaces agricoles et en améliorant la productivité**
- **exporter les cultures à haute valeur ajoutée de niche en développant les activités de conditionnement et de transformation**
- **développer des zones spécialisées dans les filières végétales et améliorer leur productivité de 30% par la mécanisation, l'apport d'intrants et la commercialisation des produits**
- **renforcer la production locale de viandes bovines et avicoles par la mise en place de fermes d'élevage intégrant la production de l'alimentation du bétail. A court terme, il nous faut mettre à niveau les exploitations de l'Etat à Adélé et Namiélé pour promouvoir et lancer le développement du modèle de fermes productivistes et créer les conditions de leur gestion par le secteur privé**
- **augmenter la production halieutique (mer et eau douce) locale en développant 20 fermes piscicoles modernes pour couvrir 80% de la consommation nationale et créer une filière de transformation (par ex. farine de poisson) pour améliorer la valorisation de la production.**



UN AVENIR POUR TOUS, UN EMPLOI POUR CHACUN

Je mettrai en place des contrats d'apprentissage entre nos jeunes apprentis et les employeurs. Ces nouveaux contrats de travail permettront à l'apprenti de percevoir une rémunération, tout en obtenant un diplôme après une formation en alternance.

Je vais créer des dizaines de milliers emplois dans les filières agricoles et logistiques, ainsi que dans celles de la finance, du commerce international et des technologies de l'information et de la communication. Ces emplois seront créés autour des atouts de chacune des régions de notre pays.

Les entreprises, en commençant par les sociétés d'Etat, seront fortement incitées à créer des emplois nouveaux dans les territoires où elles interviennent en formant et en sous-traitant certaines activités de proximité à des acteurs locaux.

Je soutiendrai nos jeunes entrepreneurs avec des avantages sociaux et fiscaux, et une politique de formation adaptée à l'univers des petites entreprises. Je connais la situation de ceux dont les talents sont sous-employés, et encouragerai l'envie d'entreprendre, afin que certains puissent créer leur propre emploi.

Nous inciterons aussi les bénéficiaires de nos dispositifs d'aide à la création d'entreprise à créer au moins un emploi supplémentaire.

Notre ambition est de stimuler la croissance économique en comblant le manque de profils formés sur les métiers porteurs et incitant à l'investissement. Il nous faut former 500 étudiants par an pour permettre aux entreprises de trouver les compétences dont elles ont besoin.

Nous mettrons en place un accord de formation conjoint entre l'Etat et les entreprises afin de les impliquer plus encore dans la formation des jeunes en lien avec les besoins réels. Nous allons créer avec des partenaires privés, des formations combinant une formation théorique avec une expérience pratique au sein de l'entreprise dans les secteurs prioritaires.

Ces accords de formation avec les entreprises seront conçus pour que l'Etat togolais mette à leur disposition de centres de formation tandis qu'elles s'engagent à financer la formation et les coûts opérationnels.

Nous avons initié, depuis 2013, le Forum annuel des jeunes entrepreneurs togolais qui rencontre un vif succès. Ce Forum veut favoriser et promouvoir l'esprit d'entreprendre, et développer une culture du savoir et de l'innovation. Son déroulement sur une semaine permet de réunir des jeunes entrepreneurs avec des professionnels et financiers susceptibles de les conseiller et de les financer.



LA PROSPÉRITÉ À LA PORTÉE DE TOUS

Je poursuivrai et amplifierai le combat implacable que nous avons engagé contre l'extrême pauvreté et l'exclusion.

Je vais accroître les ressources disponibles pour le micro-crédit. Le Fonds National de Finance Inclusive (FNFI), que vous avez plébiscité, touche déjà plus de 2 millions de bénéficiaires (350 000 emprunteurs) à travers le Togo. J'ai déjà alloué une enveloppe de 10 milliards de FCFA à ce Fonds. Je m'engage à mobiliser des fonds supplémentaires pour financer le FNFI et à mettre en place un cadre réglementaire approprié pour lutter contre l'application de taux prohibitifs par certaines institutions.

Les femmes constituent un réel atout pour le Togo. Je veillerai à assurer une meilleure représentation des femmes dans les instances de décision à tous les niveaux. Elles représentent 52% de la population du Togo, mais malgré les efforts de ces dernières années dans notre gouvernement, à l'Assemblée Nationale et dans la fonction publique, leur participation aux processus de décision est encore trop faible. Nous allons la renforcer.

J'étendrai la construction de logements sociaux pour atteindre au moins 5 000 nouveaux logements par an et favoriser l'accès au crédit logement. A Lomé, nous avons déjà commencé la construction de 1 000 logements sociaux dans le quartier d'Adidogomé.

J'ai conscience que la solidarité nationale envers les plus vulnérables ne peut pas seulement dépendre des programmes sociaux. Nous devons créer plus de richesses, pour que le développement soit durable.

J'ai initié en 2014 le FNFI qui offre des possibilités de financement à des taux préférentiels de 5 à 8% au lieu de taux de 18 à 21% généralement pratiqués pour les micro-crédits.

Les 26 institutions de microfinance agréées par le FNFI proposent des prêts débutant à 30 000 FCFA avec un taux d'intérêt de 5% qui ciblent les plus démunis, les jeunes et les agriculteurs.

Le prêt vise les Togolais vulnérables constitués en groupes solidaires de 4 à 6 personnes. Le crédit pourra être accordé à titre individuel ou collectif mais le remboursement devra être collectif. Ce mécanisme permet à la fois au groupe solidaire de pouvoir intégrer la culture du remboursement et surtout de bénéficier d'un crédit qui ne nécessite pas de garanties.

Je veux lancer trois nouvelles initiatives pour accélérer l'inclusion financière et l'accès au crédit. Il s'agit de :

- *fournir à chaque citoyen une carte d'identité unique. En se basant sur les données biométriques et en créant un système d'identité nationale. Ceci afin de s'assurer qu'au moins 90% des Togolais disposent d'ici 5 ans d'un document d'identification unique leur permettant d'avoir plein accès aux services financiers, médicaux, et sociaux*
- *exiger de tous les opérateurs mobiles, la mise en œuvre rapide du paiement mobile pour faciliter l'inclusion financière et atteindre un taux d'utilisation de ce service de 30% de la population en 2020*
- *mettre en place les Bureaux d'Information sur le Crédit qui contribuent à améliorer la qualité et la quantité des crédits octroyés en permettant une meilleure évaluation des risques et en facilitant le partage d'informations sur les clients entre banques et autres entreprises (par exemple, les services de l'électricité, de l'eau, et autres). Ces bureaux pourraient nous permettre d'augmenter le crédit au secteur privé de 90-200 milliards de FCFA (29 à 33-38% du PIB) sur 5 ans.*



TOUS ÉGAUX DEVANT LA JUSTICE

Je serai intransigeant envers tous ceux qui méprisent la justice. La justice est un droit qui n'est pas réservé aux privilégiés. C'est pour cela que nous allons renforcer l'aide juridictionnelle, qui permet aux plus démunis de bénéficier d'une prise en charge par l'État de certains frais de justice tels que les honoraires d'avocats et les frais d'expertise.

Je rendrai accessibles les tribunaux, je simplifierai les procédures et réduirai les délais des décisions judiciaires. Nous allons implémenter un grand programme national qui permettra à tout citoyen de savoir où en est son dossier. C'est ce que nous avons appelé l'informatisation des chaînes judiciaires. Cette initiative permettra de changer le paysage judiciaire du Togo. Je veillerai à éliminer tout abus en renforçant les contrôles à tous niveaux. La corruption n'est pas acceptable.

A cette justice réformée, j'exigerai aussi des résultats tangibles en matière de lutte contre la corruption et la délinquance financière. La répartition équitable de la richesse nationale doit devenir une réalité afin qu'aucun Togolais ne se sente plus exclu du fait de son statut social, de son origine ethnique, de son appartenance politique ou de sa religion.

L'informatisation des chaînes judiciaires est une initiative pour moderniser les tribunaux. Pour lutter contre la lenteur et les lourdeurs judiciaires, nous mettons en place un système informatique qui prend en compte la gestion des dossiers, depuis l'étape de la saisine jusqu'à la phase finale, et fait intervenir des mécanismes d'automatisation des tâches comme l'enregistrement où l'application attribue le numéro du dossier, et autres données. Cet outil informatique a fait ses preuves dans les pays tels que le Bénin ou le Sénégal.

Le fonctionnement de la chaîne est conforme à la procédure en vigueur. Par exemple, lorsqu'un citoyen se présente au parquet d'instance pour déposer une plainte contre X, le secrétaire du parquet enregistre dans son poste ordinateur la plainte avec les motifs. Le Procureur de la République, depuis son ordinateur, voit immédiatement la plainte ainsi enregistrée. Le Procureur de la République décide d'affecter le dossier à un substitut ou d'ouvrir l'information en affectant le dossier à un juge d'instruction.

Le substitut ou le juge d'instruction sait à partir de son ordinateur que tel dossier lui est affecté et fait toutes les diligences y afférentes. Toutes ces procédures seront automatiques et il en sera ainsi de toutes les diligences à faire jusqu'au prononcé du jugement.

L'objectif de rapidité dans le traitement des dossiers permettra d'obtenir une décision de justice à la fin de l'audience, d'apprécier la performance d'un magistrat ou d'une juridiction par rapport aux affaires traitées au cours d'une période donnée.

Transparence et contrôle : tout justiciable pourra suivre l'évolution de son dossier à partir du poste du greffier ou à l'accueil tout en assurant la sécurité des données. Il en est de même pour les avocats qui peuvent suivre leurs dossiers à partir du barreau. Le supérieur hiérarchique et l'inspection générale des services juridictionnels et pénitentiaires pourront contrôler à partir de leur poste l'activité des magistrats et des juridictions.



L'ÉTAT ET L'ADMINISTRATION AU SERVICE DU CITOYEN

Je renforcerai la responsabilité locale à travers la décentralisation, qui sera revue dans un souci d'efficacité pour tout le territoire. Je ferai adopter les nouvelles technologies pour simplifier les relations entre les citoyens et l'administration publique. Grâce aux TIC, nous allons annuler les distances, rompre l'isolement, et baisser les coûts pour tous nos compatriotes.

Le service public doit être au service du public. Grâce à ces nouvelles technologies, les démarches à suivre et les formulaires seront bientôt disponibles directement sur le site web www.servicepublic.tg.

De même, d'ici au début de l'année 2016, toutes les administrations publiques ainsi que tous les lycées publics à Lomé pourront bénéficier d'une connexion Internet à haut-débit.

Je veillerai à ce que toutes ces innovations soient mises en place sur tout le territoire dans les cinq prochaines années.

Le projet e-Gouvernement lancé en mars 2015 est un vaste chantier d'infrastructure TIC pour connecter par fibre optique, les principaux points de la ville de Lomé et de ses environs, et relier entre eux près de 500 bâtiments publics. Il permet à l'administration, ainsi qu'à toutes les institutions reliées, d'échanger des informations dans les conditions requises de qualité et de sécurité.

Un tel projet joue un rôle clé dans le processus de modernisation de notre administration, en la rendant plus proche de l'administré à travers des services en ligne.

Il améliore aussi la circulation ou des échanges d'information au sein de l'administration et les échanges intra-administrations grâce à la visioconférence et à un système de téléphonie interne à l'administration.

La disponibilité de services en ligne permettra aux citoyens d'échanger avec le service public par Internet, sans se déplacer.

Il renforce la gouvernance et met à disposition des citoyens des informations fiables en temps réel.



AMÉLIORER LA CADRE DE VIE ET PRÉSERVER L'ENVIRONNEMENT

Je m'engage à vous accompagner pour améliorer votre cadre de vie. Je veillerai à ce que chaque village dispose d'au moins trois infrastructures de base parmi les suivantes : unité de soin périphérique, piste rurale, forage, électricité, marché, magasin de stockage et téléphone.

Je lancerai un grand programme d'assainissement et de traitement des déchets. Les problématiques liées à la gestion durable de notre environnement sont grandissantes, en ville comme dans les villages. Nous allons sensibiliser les populations et lutter contre la pollution tout en optimisant la collecte, le tri et le traitement des déchets. Pour ce faire, nous allons mettre à contribution des compétences nationales et internationales.

Je vais insister sur une gestion nationale de l'eau en vue de favoriser l'accès, pour tous les Togolais, à l'eau potable. Nous allons construire 5 000 forages et des mini-adductions d'eau supplémentaires. Nous savons que l'eau est un des éléments fondamentaux de la vie.

Je vais intensifier les politiques de reboisement dans toutes les zones forestières du pays. La nature est un bien national qui doit être préservé et exploité à bon escient. Je vais continuer d'augmenter nos capacités de production nationale d'électricité au travers de nouveaux partenariats public-privé, mais mon objectif pour les cinq prochaines années est d'améliorer la diversification de nos sources d'énergie. Je veux m'assurer qu'au minimum tous les chefs-lieux de cantons soient électrifiés, nous allons étendre les éclairages publics en ville.

Mon ambition est de sécuriser un approvisionnement supplémentaire d'au moins 60,000 m³ d'eau potable par jour pour la région de Lomé et en assurer la distribution aux populations avant 2018.

Pour cela, nous devons accélérer la mise en œuvre des grands projets d'approvisionnement tels que l'adduction de la Volta jusqu'au Togo, en collaboration avec le Ghana qui pourrait couvrir ce volume.

Le réseau de distribution de Lomé devra être étendu et renforcé (conduites, station de traitement d'eau, châteaux d'eau, etc.) pour assurer la desserte de l'approvisionnement supplémentaire. Pour permettre le financement des lots économiquement viables (captage, principales conduites, station de traitement), un partenariat public-privé est approprié. Nous comptons pour les autres lots sur un financement public ou l'appui de bailleurs.

En milieu rural, je veux accélérer l'amélioration de la desserte en eau potable, de l'accès à des latrines et de l'évacuation des eaux usées et pluviales en :

- **construisant des infrastructures requises grâce à un plan d'action national (investissements de 50 milliards de FCFA)**
- **renforçant le dispositif de maintenance de façon à réduire le nombre d'ouvrages hydrauliques en panne à moins de 5%**
- **pérennisant le fonctionnement des installations d'eau potable avec une articulation efficace des systèmes de prévention, d'alerte, de réparation et de recouvrement des coûts.**



UN DIALOGUE POSITIF ET CONSTRUCTIF

Je vais consolider les droits de l'homme et les libertés publiques tout en renforçant le respect des règles pour favoriser l'harmonie et améliorer le vivre-ensemble au sein de notre nation.

Je vais promouvoir un débat démocratique pour adapter la Constitution aux réalités et aux aspirations sociales et politiques de notre pays.

Je compte y associer les meilleures compétences nationales en veillant à ce que leurs travaux se fassent au bénéfice de tous.

Je vais intensifier le dialogue social en renforçant le Conseil National du Dialogue Social et en restant à l'écoute de tous les partenaires sociaux. Ensemble, nous nous efforcerons de résoudre les problèmes qui touchent les travailleurs togolais.

J'insiste particulièrement sur l'exemplarité des élites, au premier rang desquels les responsables politiques et dirigeants de sociétés. Par leurs actions quotidiennes, ils doivent montrer que l'intérêt collectif prime sur leur propre intérêt. Ainsi, nous bâtirons une République exemplaire dans laquelle il n'y a pas de place pour ceux qui veulent défendre des avantages particuliers et menacent l'avenir de notre pays.

Je veux rénover la politique et les relations de l'Etat et des opérateurs économiques avec la société civile et les ONG, notamment en :

- ***impliquant davantage la société civile et les ONG dans les plans et projets de développement économique et social***
- ***inventant de nouveaux espaces de rencontres des citoyens pour « mieux vivre ensemble »***
- ***proposant un agenda national de rencontres périodiques avec les opérateurs économiques et sociaux.***

Je veux également approfondir le dialogue permanent avec les travailleurs et le corps social pour :

- ***la mise en œuvre, chaque année, d'un agenda social avec des rencontres périodiques pour une plus grande anticipation dans la gestion sociale***
- ***l'élaboration, en collaboration avec les partenaires sociaux, d'une Charte du Dialogue Social prévoyant des droits et des devoirs, y compris des systèmes de prévention de tensions sociales***
- ***la mise en œuvre de procédures d'alertes sociales avec des objectifs de négociations avant tout conflit***
- ***la recherche de solutions concertées aux demandes sociales.***

TOGO : CARREFOUR ÉCONOMIQUE DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Je me suis fixé comme objectif que le Port Autonome de Lomé devienne la principale porte d'entrée en Afrique de l'Ouest. Pour atteindre cet objectif, je suis en train de mettre en œuvre un véritable projet d'attractivité et de compétitivité du Port Autonome de Lomé et de l'économie maritime au Togo. Le nouveau terminal de MSC et China Merchants, ou encore l'extension du terminal conteneurs opéré par le Groupe Bolloré, sont déjà des réalisations importantes qui rajouteront de nouvelles capacités de manutention et créeront des milliers d'emplois dans notre pays.

Je vais accélérer les projets qui feront du Togo le principal carrefour logistique. Nous sommes en train de créer un véritable pôle de compétences et d'emplois dans les services de transport et de logistique, déployés entre le port de Lomé et les pays voisins.

Je compte faire du nouvel aéroport de Lomé une destination aérienne de premier plan en Afrique de l'Ouest. Nous allons consolider le positionnement du Togo comme carrefour d'affaires, pays de tourisme et de culture.

Je veux donner au Togo le statut d'une des principales places financières africaines. Ce statut, nous l'atteindrons en nous appuyant sur notre positionnement comme première capitale financière de l'Afrique de l'Ouest, avec la présence des plus importantes banques panafricaines.

Je compte faire de Lomé la capitale des grandes conférences. Le Togo va devenir une terre d'accueil pour les investissements publics et privés. L'Agence de Promotion des Investissements devra y aider.

Je vais augmenter, grâce à des formations adaptées à leurs spécificités, les capacités des PME et PMI togolaises à innover, à exporter et à se développer. Ceci est une étape importante, mais pas suffisante.

Je veux aller plus loin, et pour cela il faudra à notre pays des infrastructures de télécommunications de premier plan. L'objectif est d'augmenter l'activité économique pour que toutes les populations togolaises en bénéficient, avec de nouveaux emplois et des revenus plus élevés.



Le projet de Guichet Unique du Port pour améliorer le Climat des affaires et réduire les temps de déchargement et les risques de fraude

Nous sommes dans la phase pilote de ce projet de Guichet unique portuaire, géré en partenariat public-privé pour le Port de Lomé.

Ce Guichet est ouvert à tous les opérateurs impliqués dans le commerce extérieur (importation, exportation, transit, etc.). Basé sur un système de facturation centralisée, le Document de Frais Unique, il sera à terme étendu aux frontières terrestres et aéroportuaires.

L'objectif est de raccourcir le délai moyen de déchargement de la marchandise de 11 jours à 4 jours, de faciliter les procédures et d'éliminer les frais d'intermédiation et de réduire le nombre de paiements individuels pour diminuer la probabilité de fraudes et erreurs.

Le projet du Corridor avec la construction d'un chemin de fer et d'une autoroute

J'ai lancé une initiative de création du Corridor de Développement du Togo fondée sur le développement d'un corridor de transport et de logistique avec comme points d'ancrage la valorisation du port en eau profonde de Lomé et la construction d'une autoroute et d'une ligne de chemin de fer moderne reliant Lomé à Cinkassé.

Ce corridor servira l'économie du Togo ainsi que les pays de l'hinterland. Il devrait permettre au Togo de porter le taux d'investissement privé à plus de 30% du PIB, de connaître un taux de croissance à deux chiffres sur plusieurs années, accélérant ainsi le recul du taux de pauvreté, de chômage et de sous-emploi.

Dans ce cadre, la Togo Investment Corporation (Togo Invest) est un véhicule financier créé par l'Etat pour mener activement des études afin de prouver la faisabilité du projet tant sur le plan technique que financier, aussi aux fins de développer le projet à travers des mécanismes de financement basés sur les modèles de partenariat public-privé.



TOGO : UN PAYS SÛR, OUVERT SUR LE MONDE ET RESPECTÉ

Je ferai du Togo un havre de sécurité en continuant à équiper et former adéquatement l'armée, la police et la gendarmerie. Nous avons déjà revu notre organisation militaire pour lui permettre de mieux répondre aux nouveaux défis.

Notre armée doit poursuivre son action au service de la paix en Afrique. Par solidarité, nous allons également continuer à déployer nos contingents de soldats togolais dans les zones de conflit.

Je serai encore plus actif en matière de diplomatie sur tous les continents. Les compétences du Togo ont déjà été reconnues par de nombreuses organisations internationales. Rappelons qu'en 2011 notre pays a été élu pour siéger au Conseil de Sécurité de l'ONU pour un mandat de deux ans. Récemment, j'ai moi-même été nommé coordinateur de la lutte contre le virus Ebola dans la CEDEAO. C'est un honneur pour notre pays. Quelle meilleure preuve de la reconnaissance du Togo ?

J'ouvrirai de nouvelles ambassades, pour accompagner aussi nos efforts de diplomatie économique. La mise à disposition de nos compétences diplomatiques et économiques, c'est ce que je veux encore renforcer.

Je suis persuadé que grâce à la coopération internationale et les qualités de notre armée, nous pourrons garantir la sécurité de chaque citoyen face aux défis, qu'ils soient sanitaires ou terroristes.

Au titre du rayonnement international, je miserai sur le sport en investissant dans nos fédérations sportives, véritables porte-drapeaux du Togo. Dans la même optique, je créerai de nouvelles manifestations dans les arts, l'artisanat et la culture pour valoriser notre patrimoine culturel et le savoir-faire togolais.

La menace terroriste est évidente et elle est à notre porte. Ce qui se passe au Nigeria, au Nord Mali ne peut que nous interpeler. Il importe d'agir pour que nos troupes soient bien formées, bien équipées et surtout qu'elles soient en première ligne dans cette guerre que nous devons mener partout contre le terrorisme.

Il nous est alors paru nécessaire de procéder à la refonte de l'armée par la création, le 9 octobre 2014, de deux régions militaires et de deux régions de gendarmerie. Ces régions ont pour vocation de rapprocher les forces de défense des citoyens pour être proactives sur le terrain.

Cette même approche a conduit à la réorganisation des forces de police qui sont dorénavant réparties en deux régions de police subdivisées en cinq secteurs. Par ailleurs, de nouvelles structures voient le jour. Il s'agit du Groupement d'Intervention de la Police Nationale, de la Brigade Anti-Criminalité, de la Brigade de Recherche et d'Intervention et des Compagnies Républicaines d'Intervention.

Par ailleurs, la piraterie maritime et la criminalité transfrontalière sont devenues de réelles menaces pour nos économies. C'est dans cette logique que s'est tenu, le 18 septembre 2014 à Lomé, la première réunion du Haut Conseil pour la Mer. Le Haut Conseil a pour mission de définir avec précision les frontières maritimes du pays, d'améliorer le contrôle des navires et des embarcations, de lutter contre la pollution et l'érosion côtière, et de promouvoir la pêche.

Mes engagements...

PRIORITÉ À LA SANTÉ

PRIORITÉ À L'ÉDUCATION

SOUTIEN À CEUX QUI TRAVAILLENT LA TERRE

UN AVENIR POUR TOUS, UN EMPLOI POUR CHACUN

LA PROSPÉRITÉ À LA PORTÉE DE TOUS

TOUS ÉGAUX DEVANT LA JUSTICE

L'ÉTAT ET L'ADMINISTRATION AU SERVICE DU CITOYEN

AMÉLIORER LA CADRE DE VIE ET PRÉSERVER L'ENVIRONNEMENT

UN DIALOGUE POSITIF ET CONSTRUCTIF

TOGO : CARREFOUR ÉCONOMIQUE DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

TOGO : UN PAYS SÛR, OUVERT SUR LE MONDE ET RESPECTÉ



Fort de mon expérience à vos côtés et des réalisations accomplies ensemble, je peux affirmer que le moment est venu de donner au Togo une chance unique de rompre avec le passé et devenir un pays prospère.

Je me donnerai les moyens de contrôler les engagements que je prends ici.

Ce pacte que je vous propose est ambitieux. Il ne peut être accompli par un seul homme, un seul groupe ou un seul parti.

Ensemble, nous y arriverons.

***POUR L'UNITÉ,
POUR LE PROGRÈS,
POUR LE TOGO***

Faure Essozimna Gnassingbé



FAURE